

Une question politique?

Eric Lavillunière

C'est sur cette question que les chercheurs du Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire (RIUESS) se sont penchés lors de leur 9^e rencontre à Roanne les 18 et 19 juin derniers. Le Luxembourg y était évidemment présent avec David Hiez (Université de Luxembourg) et Eric Lavillunière (Inees) qui sont membres du comité de pilotage.

Les débats débutaient avec des personnalités politiques et universitaires en plénière où un hommage appuyé fut rendu à Henri Desroche (1914-1994), natif de la ville, créateur du Collège coopératif et référence intellectuelle majeure de l'économie sociale. 18 ateliers se sont déroulés tout au long des deux journées de travail sur les questions des finances solidaires, des nouvelles formes d'entreprises, de l'innovation ou, plus nouveau, de marketing dans les entreprises d'économie solidaire.

À la question générale du colloque les chercheurs ont analysé l'évolution de l'économie sociale et solidaire tiraillée entre sa logique initiale de contestation et ses plus récentes inscriptions dans les politiques publiques. L'émergence du mouvement associacionniste et coopérativiste au milieu du XIX^e siècle correspondait à une volonté émancipatrice des travailleurs et des citoyens face aux pouvoirs constitués. 150 ans plus tard les mouvements d'économie solidaire s'inscrivent de plus en plus dans les politiques publiques avec le risque de se banaliser en logique de guichets.

Des coopérations intelligentes

Mais, l'économie sociale et solidaire (ESS) porte du projet politique de territoire nous dit Danièle Demoustier (Université de Grenoble). Particulièrement là où les élus ont engagé des démarches de co-production des politiques publiques, c'est-à-dire de



Claude Alphandery (CNAIE), Jean-Louis Laville (CNAM), Sylvie Mayer (PCF), Jean Auroux (PS) et Eric Lafont (Modem) (d.g.à d.)

cheminement commun avec les acteurs, l'ESS garde son pouvoir d'initiatives citoyennes, porteuses d'innovations. Mais, selon elle, «le politique doit garder son pouvoir de décision finale pour garantir l'intérêt général». Elle voit dans ses coopérations intelligentes le meilleur moyen d'explorer les combinaisons marchand/non-marchand et l'articulation coopération/concurrence. Soit deux enjeux primordiaux dans l'émergence de l'économie solidaire comme troisième pilier économique comme on dit ici au Luxembourg.

Elodie Ros, une jeune doctorante, étudie l'évolution des mouvements d'économie solidaire, à travers les différents appels et interpellations publiés en France dans le journal *Le Monde*. Depuis 1995 et jusqu'à aujourd'hui elle y voit un glissement d'une logique assez radicale de promo-

tion d'alternatives économiques à une logique de transformation sociale.

Ce désir de reconnaissance institutionnelle police la rhétorique, alors que paradoxalement, sur fond de crise économique, même dans les milieux libéraux, la question d'un modèle alternatif ne fait plus forcément peur!

Sur la question du projet politique les élus présents ont donné leur avis. L'aspiration des citoyens pour plus de sens et de nouveaux modes de développement pourraient trouver leurs prolongements dans une «économie équitable» qui permettrait de lier résistance (au capitalisme) et gestion (de l'économie) selon Sylvie Mayer (Parti communiste).

Pour Jean Auroux (ancien maire de Roanne et ministre du Travail sous la présidence de François Mitterrand), les partis ont tous un (petit) couplet sur

l'économie sociale et solidaire dans leur programme pour l'oublier immédiatement une fois les élections passées car l'ESS n'a pas (encore) réussi à devenir un enjeu fort du débat public. C'est pour lui désolant car nous n'avons jamais eu autant besoin de pluralisme économique et de démocratie dans l'entreprise.

Des réponses concrètes à la crise

Point de vue repris par Claude Alphandery (président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique et fondateur de France active) qui a présenté l'initiative qu'il conduit de rédiger un «livre blanc», manifeste de l'économie sociale et solidaire, de réponse politique à la crise systémique que nous traversons.

Selon lui, «les expériences de l'économie sociale et solidaire sont de plus en plus nombreuses et portent des réponses concrètes à la crise mais sont trop éclatées et du coup, incapables de porter un message clair et cohérent audible par les pouvoirs publics».

Laurent Fraisse (Crida Paris) l'appuyait sur la nécessité d'accompagner les actuels plans de relance de contrôles citoyens et de réfléchir aux limites du marché sur sa capacité à produire un bien-être durable et partagé par le plus grand nombre des habitants de la planète. Ce qui, selon Florence Jany-Catrice (Clerse Lille) nous oblige à changer nos repères habituels qui ont été élaborés par les tenants de la science économique orthodoxe qui refusent aujourd'hui de reconnaître l'obsolescence de leurs modèles de développement.

En conclusion des rencontres, Bernard Billaudot (économiste hétérodoxe, membre de Pekea), non-expert en économie solidaire devait nous livrer son point de vue d'observateur pendant ces journées.

Il soulignait que, malgré la diversité des provenances (économie, sociologie, droit, géographie, communication ...), nous portions la grande force d'échapper aux querelles de disciplines, comme cela existe dans d'autres sphères, et produisions une pensée très originale et ouvrant à de nombreuses perspectives de progrès. Mais dans le même temps il nous renvoyait à la faiblesse de notre boîte à outil théorique: pas de manuel de référence commun sur l'économie sociale et solidaire par exemple.

Une critique recevable et parfaitement entendue par le RIUESS car en 2010, les prochaines rencontres, à l'initiative de l'Université de Luxembourg et Inees, se dérouleront ici avec l'objectif éminemment élevé d'élaborer une «essuie d'un corpus théorique de l'ESS».

Après les 4^e rencontres internationales de «Globalisation de la solidarité» Lux'09 de Schifflange en avril dernier, le Luxembourg sera une nouvelle fois en pointe. Puissent les autorités publiques en prendre pleinement conscience.

Versprechen einhalten

1.000 neue, nachhaltige Arbeitsplätze für Luxemburg

Romain Bieber

„Objectif Plein Emploi“ könnte in den nächsten fünf Jahren 1.000 neue Arbeitsplätze in den Bereichen „Umwelt, neue Technologien, soziale Dienste, usw. in Luxemburg schaffen, wenn die Kooperationspartner sich in neue Dimensionen der Wirtschaftspolitik hineinwagen.

Dies wären echte Jobs, wie die 850, welche seit Beginn, im Jahre 1997, von OPE geschaffen worden sind. Diese Jobs haben zumal den Vorteil, dass sie nicht delokalierbar sind und so den Einwohnern Luxemburgs zugute kommen und ihnen erhalten bleiben. Wie geht das? Nun, einerseits ist es die Frage, ob der Luxemburger Staat über die Solidaritätssteuer lieber in neue zukunftsträchtige, nicht delokalisierte Jobs investiert oder ob er lieber Arbeitslose bezahlt. Andererseits ist es die Frage der finanziellen Beteiligung der Gemeinden, die sich um die Lebensqualität ihrer Bürger sorgen. Dem OPE-Netzwerk ist heute fast die

Hälfte der Luxemburger Gemeinden angeschlossen und viele Gemeinden warten darauf, Mitglied zu werden. Packen wir es also an, die Bereitschaft auf lokaler Ebene ist da!

Angewandte Forschung macht's

Anfang der 90er Jahre hat OPE eine „Cellule de recherche“ eingerichtet, um die Konzepte, die zu neuer, nachhaltiger und lokal verankerter Arbeit führen, auszuarbeiten. Die angewandte Forschung ist somit ein elementarer Faktor, damit neue Wirtschaftspolitik entstehen kann.

Ende der 90er Jahre, mit der Gründung des „Institut européen de l'économie solidaire (INEES)“, haben die Mitarbeiter von OPE die Forschungsarbeit, die sie leisten, mit europäischen und weltweiten Partnern koordinieren können. So konnte koordinierte Forschung, vornehmlich über europäisch finanzierte Pro-

jekte, mit Universitäten und Forschungszentren aus Europa geleistet werden.

Rezente wichtige Forschungsprojekte waren die Neugestaltung öffentlicher Ausschreibungen im Sinne der nachhaltigen Entwicklung oder die Ausarbeitung von Gesetzesvorlagen zu einer neuen Gesellschaftsform, der „Association d'intérêt collectif“ (AIC) sowie einem „Fonds pour l'économie solidaire“, welcher der Umsetzung innovativer Wirtschaftspolitik dient.

Die Verantwortlichen beider jetzt verhandelnden Parteien, CSV und LSAP, haben diese Arbeit in der Vergangenheit mit minimalen finanziellen Mitteln unterstützt, waren aber von der Wichtigkeit dieser Forschungsarbeit überzeugt.

OPE und INEES haben deshalb viele Eigenmittel einsetzen müssen, dies ist aber in Zukunft so nicht mehr möglich. Das Versprechen, diese Arbeit von OPE/INEES ernsthaft zu fördern, sollte jetzt eingelöst werden, zumal hier in Luxemburg die Zusam-

menarbeit mit der „Universität und dem CRP HT konkrete Formen angenommen hat.

OPE/INEES fordern somit mit Nachdruck von der neuen Regierung die Umsetzung ihres Forschungsprojektes „Maison de

l'économie solidaire“. Luxemburg würde sich somit europaweit an die Spitze der innovativen, solidarischen Wirtschaftsforschung stellen.

Viele reden über neue Arbeitsplätze, wir schaffen sie.

Ein Haus für die Solidarwirtschaft

Was ist die „Maison de l'économie solidaire“? Ein Exzellenzzentrum, welches im Verbund mit anderen europäischen und weltweiten Exzellenzzentren die Forschung, Vernetzung, Lehre und Projektförderung im Bereich der Solidarwirtschaft vorantreibt. Der Aufbau erfolgt schrittweise:

1. Phase, Forschung und Vernetzung: Sensibilisierung potenzieller Partner (national und international) und

Ausarbeitung einer internationalen Agenda für eine nachhaltige und solidarische Wirtschaftspolitik.

2. Phase, Lehre: Einrichtung von Lehrgängen in Zusammenarbeit mit nationalen und internationalen Bildungsinstitutionen (z.B.: Uni Luxemburg). 3. Phase, Projektförderung: Anlaufstelle für Projektinitiatoren aus der Großregion und Hilfestellung beim Aufbau und der Verwaltung von solidarwirtschaftlichen Betrieben.